

## Session Plénière du 4 février 2016

### Rapport N°16.01.05 –

### **Adoption du régime indemnitaire des élus régionaux - Remboursement des frais de déplacement et de séjour et d'autres frais spécifiques à certains conseillers régionaux**

#### **Intervention de Gilles GODEFROY (Groupe Front National)**

Monsieur le Président, chers collègues,

Dans le monde politique comme économique, il y a un mot qui revient toujours : « Baisse ».

Dans tous les conseils municipaux, départementaux, régionaux dans toutes les collectivités, une expression revient inmanquablement : « Baisse des dotations de l'État ». Partout on rogne, on coupe, on élague.

Les maires râlent, les associations se plaignent et les assemblées soupirent.

Les entreprises dégraissent, licencient et procèdent à des plans sociaux.

Les retraites baissent, les allocations baissent, les aides baissent, et nous, stoïques, nous resterions stables ? Seuls, dans la tempête, nous ne serions pas affectés ?

Il y aurait quelque chose d'indécent à cela.

Élus du peuple, et le représentant, il serait juste que nous participions à l'effort national, tout comme récemment on a demandé aux Français de faire un effort pour sauver la sécurité sociale, tout comme on parle aux chômeurs d'une baisse de leurs indemnités pour sauver l'emploi.

C'est pour cela que je vous propose de réduire nos indemnités d'élus. Citoyen comme les autres citoyens, nous n'avons pas droit à un régime d'exception.

Vous allez rétorquer que ces indemnités sont le prix de la démocratie, que grâce à elles, nous ne sommes pas gouvernés par une caste de gens fortunés qui n'ont pas besoin de travailler pour vivre, ou par des retraités qui ont à la fois le temps et l'argent. Vous n'avez pas tort.

Vous nous répondrez que beaucoup d'entre nous viennent de la société civile, qu'ils ont un travail qu'ils sont obligés de mettre en veilleuse, ou qu'ils en avaient un et qu'ils l'ont abandonné pour s'engager en politique, sans compter les parents qui sont obligés de mettre leurs enfants en garde. Tout ceci n'est pas faux.

C'est pour cela que je vous propose une baisse, mais une baisse symbolique, une baisse de 10 % ! Ce n'est pas énorme, ce n'est pas insignifiant non plus, mais surtout et avant tout, c'est un symbole.

Le monde a besoin de symboles et de symboles puissants.

Je vais vous raconter l'histoire de symbole :

Durant la Bataille d'Angleterre, la famille royale a, non seulement, refusé d'être évacuée, mais a insisté pour rester à Londres durant le Blitz. En septembre 1940, le palais de Buckingham est bombardé. Le couple royal est sur les lieux et évite les blessures de justesse. La Reine Elizabeth fait alors cette déclaration célèbre : « Je suis contente qu'on nous ait bombardés. Je sens que je peux désormais regarder [...] Londres dans les yeux. »

Il s'agit pour nous de pouvoir regarder nos électeurs dans les yeux.

Je vous remercie.